Le pouvoir aux travailleurs

04 MAI 2008

N° 143

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- LE CAPITALISME, UN SYSTEME BARBARE QUI AFFAME ET QUI TUE	2
- « CODE DE BONNE CONDUITE » : UN ACCORD QUI NE VAUT QUE CE QUE VALLENT LES SIGNATAIRES	3
- LE GOUVERNEMENT CHERCHE À FAIRE PORTER LE CHAPEAU AUX PETITS COMMERCANTS	3 - 4
- BEDIE : CYNISME ET DEMAGOGIE !	5
- FORCES DE L'ORDRE : DES BANDITS EN UNIFORMES	6
- MAERSK : UNE ENTREPRISE TRES RICHE AVEC DES CONDITIONS DE TRAVAIL DEPLORABLES	7
- LE MOUVEMENT CONTRE LA VIE CHERE TOUCHE LE MALI	8
- IL Y A 40 ANS, L'ASSASSINAT DE MARTIN LUTHER KING	9 - 10

LE CAPITALISME, UN SYSTEME BARBARE QUI AFFAME ET QUI TUE

De par le monde, de Haïti en Egypte en passant par les pays d'Afrique sub-saharien jusqu'en Afrique centrale, des dizaines de millions de personnes sont condamnées parce qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter les denrées alimentaires de base tant les prix de celles-ci ne cessent de grimper contrairement à leurs maigres revenus. L'explosion des prix des produits alimentaires de base sur le marché mondial depuis six mois est due au fait que des capitaux spéculatifs quittant un marché de l'immobilier en crise se sont reportés sur les matières premières. Les médias parlent de « crise alimentaire », de « tsunami social » qui menace de « déstabiliser » les pays pauvres de la planète.

La misère, la malnutrition, la famine font des millions de morts chaque année, notamment en Afrique. Mais tant que des populations meurent à petit feu, sans faire de bruits, les défenseurs de l'économie capitaliste trouvent cela tout à fait « normal ». Tout au plus ils se contentent de le déplorer. Mais à partir du moment où des gens commencent à se soulever ce qui préoccupe le plus les dirigeants de ce monde c'est le fait que cela risque de mettre à mal ces régimes et derrière eux, leurs propres intérêts. C'est dans ces pays pauvres où des millions de personnes crèvent de faim que s'approvisionnent en matières premières les grands trusts mondiaux. La misère qui y règne est la conséquence directe du pillage de leurs richesses par ces derniers. C'est pour le grand bénéfice de ceux-ci que les puissances coloniales avaient contraint les populations des pays colonisés à pratiquer les cultures dites de rente au détriment des cultures vivrières. Au Sénégal ce fut l'arachide, ailleurs le coton, l'hévéa, la canne à sucre, le café, etc. Après les indépendances, les dirigeants africains ont continué la même politique en échange de quelques miettes du pillage et de l'exploitation de leurs populations. Et si aujourd'hui, à l'instar du président sénégalais, ces dirigeants se montrent quelque peu inquiets de la situation explosive, ce qu'ils voient avant tout c'est le danger de « déstabilisation » de leur régime. Que des dizaines de milliers de personnes n'aient pas la possibilité de se nourrir, de se vêtir, de se loger ou de se soigner, ils s'en moquent éperdument du moment qu'ils souffrent et meurent en silence.

Le système capitaliste que défendent les dirigeants des pays riches et leurs alliés des pays pauvres est un système profondément inhumain. Son seul moteur c'est la recherche du profit maximum. La science et la technique font des prouesses extraordinaires et font avancer la connaissance à un degré jusqu'ici inégalé depuis l'origine de l'homme. Mais lorsque la bourgeoisie s'en empare, c'est toujours pour en tirer profit avant tout pour elle parce que c'est elle qui détient les moyens de production et financiers. En mettant ceux-ci au service de tous on pourrait éradiquer la misère de toute la planète et permettre à l'humanité d'entrer dans une nouvelle ère. Mais pour cela il faudrait d'abord en finir avec la mainmise de la bourgeoisie sur l'économie et sur l'Etat.

Il est nécessaire que les pauvres, les exploités se fassent craindre de tous ces affameurs. Tout ce que produit la société doit être placé sous le contrôle de tous ceux qui font marcher la production et doit être mis au service de tous. C'est la seule voie pour en finir avec cette société barbare dans laquelle une minorité d'exploiteurs et de parasites disposent de tout alors que la grande majorité n'a même pas le minimum vital.

« CODE DE BONNE CONDUITE » : UN ACCORD QUI NE VAUT QUE CE QUE VALLENT LES SIGNATAIRES

Tous les partis politiques viennent de signer le 24 avril un accord appelé «Code de bonne conduite ». Il se résume en ces mots : « Les candidats aux élections prochaines doivent attendre et accepter les résultats proclamés par la Commission Electorale Indépendante (CEI)... Les signataires de ce document déclarent que leur acte traduit leur engagement à respecter l'éthique de la compétition et leur attachement à des élections justes, libres, transparentes et ouvertes à tous... ».

Des accords de ce genre ils en ont déjà signé beaucoup. Pour mémoire citons en quelques uns : accord de Marcoussis, d'Accra, de Togo, de Pretoria, etc. On sait ce qu'il en est advenu. Le dernier en date est celui de Ouaga. Ces gens-là sont des habitués du double langage : on dit oui le matin et non le soir. L'élection présidentielle a déjà été reportée deux fois. Aujourd'hui ils disent qu'elle aura lieu le 30 novembre. Demain ils diront peut-être autre chose, en fonction de leur rapport de force.

Une chose est sûr : que les élections se tiennent ou pas, cela n'améliorera pas les conditions d'existence des couches populaires. Les dirigeants des principaux partis en concurrence ont déjà eu l'occasion de montrer qu'ils se moquent de savoir ce que pense et de ce veut la grande majorité de la population. Ils veulent tous le pouvoir car la place de président permet d'avoir la haute main sur les caisses de l'Etat. Elle permet de caser les siens dans les postes clés pour s'enrichir rapidement sur le dos de la population.

C'est sûr qu'on aura droit à toutes sortes de promesses. C'est à celui qui se montrera le plus démagogique. C'est le seul terrain où ils excellent.
Quant à ce qui concernent les revendications des travailleurs, les augmentations des salaires, l'amélioration du quotidien de leurs familles, la santé et l'éducation de leurs enfants, etc...il n'y a rien à attendre de tous ces gens-là et de leur mascarade électorale. Ce n'est que par leurs luttes et par leurs mobilisations que les travailleurs et l'ensemble des laissés-pour-compte pourront changer leur sort.

LE GOUVERNEMENT CHERCHE À FAIRE PORTER LE CHAPEAU AUX PETITS COMMERCANTS

Du 31 mars au 1er avril des manifestations spontanées contre la flambée des prix des produits alimentaires de base ont eu lieu dans plusieurs quartiers d'Abidjan, en particulier à Yopougon, bastion même du FPI au pouvoir, à Cocody et à Port Bouët.

Selon le quotidien « Fraternité Matin » que l'on ne peut soupçonner de sympathie envers les petites gens, le coût de la vie est passé, en dix ans, du simple au double. Ainsi, affirme-t-il, le repas quotidien d'une famille qui coûtait 1000 à1500 F coûte aujourd'hui 2500 à 3000 F.

Même les produits non importés, les produits locaux, subissent aussi des hausses vertigineuses qui ne s'expliquent pas seulement par la hausse du prix du carburant. Cela est dû en grande partie

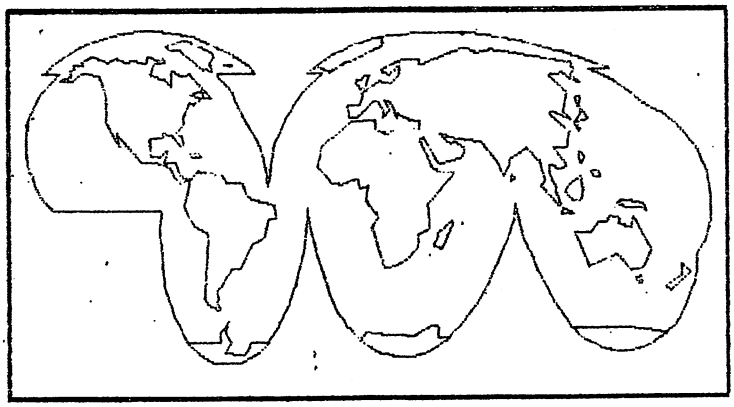
à la multiplication des barrages de rackets sur les routes, que subissent les vendeuses qui vont chercher leurs marchandises du lieu de production jusqu'en ville, sur la place du marché. Les dirigeants le savent mais laissent faire. C'est même eux qui montrent l'exemple par la multiplication des détournements des fonds publics et de la corruption à tous les niveaux de l'Etat.

Pour tenter de freiner cette révolte populaire le gouvernement s'est réuni et a fait semblant de prendre des mesures contre la hausse des prix. Mais les consommateurs n'ont vu aucun changement. Lors de son allocution à la télévision, Gbagbo s'en est lavé les mains en faisant croire que toutes ces augmentations sont dues à la flambée du prix du pétrole sur le marché mondial. Mais en disant que les prix allaient baisser alors que la réalité montrait le contraire, il a laissé entendre que ce sont les petits commerçants qui ne répercutaient pas les consignes du gouvernement. Ainsi il a choisi délibérément de faire des petits commerçants des boucs émissaires de la flambée des prix.

Dans la commune d'Abobo par exemple, un tenancier de boutique a eu son magasin saccager le 22 avril dernier, par des étudiants à la solde du FPI au pouvoir, au lendemain de la communication des nouveaux prix. Ils se sont attaqués aux petits commerçants pour soi-disant faire respecter les nouveaux tarifs. Ce jour-là ils ont paralysé les activités du marché durant toute la journée. Tandis que certains semaient la terreur, d'autres escroquaient certains commerçants en se portant garants de leurs biens et de leur personne s'ils acceptaient de leur verser une certaine somme. De son côté, le quotidien « Notre Voie » incitait la population à s'attaquer aux petits commerçants sous le prétexte qu'ils auraient refusé d'appliquer les nouveaux tarifs.

Pendant qu'ils désignent du doigt les petits commerçants et les petits vendeurs, les dirigeants politiques se montrent serviles devant les plus riches, ceux qui détiennent entre leurs mains les filières de l'importation et de la grande distribution. Il n'est surtout pas question de les contraindre à prendre sur leurs marges bénéficiaires pour soulager un tout petit peu le porte feuille des plus démunis. Leurs profits sont plus sacrés que la vie de la population pauvre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

BEDIE : CYNISME ET DEMAGOGIE !

Lors d'un récent meeting tenu à Soubré, l'ancien président Konan Bédié , candidat déclaré pour la prochaine élection présidentielle (qui aura peut-être lieu le 30 novembre prochain si elle n'est pas reportée une fois de plus) a tenu un discours puant le cynisme et la démagogie.

Commentant les récentes manifestations contre la cherté de la vie il a déclaré : « Depuis que la Côte d'Ivoire existe, c'est bien la première fois que des ménagères affamées, indignées, dépassées par la pauvreté, prennent la rue pour crier leur ras-le-bol ». Personne n'a oublié que lorsque ce sinistre président voleur avait pris la relève d'Houphouët Boigny à la tête de l'Etat il n'avait fait que continuer de vider les caisses de l'Etat tout en imposant des blocages des salaires dans la fonction publique et en diminuant le nombre des fonctionnaires. Certes il n'y avait pas encore eu d'émeutes de la faim à Abidjan, mais la misère n'avait fait que gagner du terrain alors que la minorité de riches accumulait des fortunes, comme aujourd'hui. Son régime était tellement devenu impopulaire que lorsqu'en 1999 le général Robert Guéi le chassa du pouvoir, personne ne pleura son départ, bien au contraire.

. Concernant le droit de vote en Côte d'Ivoire, lui qui avait propagé la xénophobie en lançant le concept de l'Ivoirité, n'a pas eu honte de dire : «Par le passé, ces citoyens dits allogènes étaient interdits de vote sous prétexte qu'ils n'étaient pas chez eux et sous la menace que leurs biens seraient détruits s'ils se rendaient sur les lieux de votes pour exercer leurs droits..... Il s'agit d'actes antidémocratiques à dénoncer et à bannir... Si des gens vous empêchent de voter, défendez-vous comme on défend sa vie devant un grand danger... ». C'est ce même monsieur qui avait pourtant écarté son concurrent d'alors, Alassane Ouattara (devenu aujourd'hui son allié provisoire contre Gbagbo) sous prétexte de « nationalité douteuse ». Pour rester à tout prix au pouvoir il n'avait pas hésité à lancer ses forces de l'ordre à l'encontre des tous ceux qui n'étaient pas à ses yeux des « vrais ivoiriens ». On se souvient des rafles et des mauvais traitements infligés aux ressortissants burkinabé auxquels le gouvernement ne reconnaissait pas le droit à la nationalité ivoirienne alors que la plupart sont nés sur le sol ivoirien, leurs parents également. On se souvient avec quel mépris parlaient ses ministres d'alors, tel Laurent Dona Fologo (aujourd'hui devenu proche de Gbagbo) qui déclarait alors : « Ce sont les étrangers qui ont appris aux ivoiriens à voler ». Quant au tristement célèbre ministre de la Sécurité, Dibonan, il poursuivait jusqu'à l'intérieur même de la mosquée d'Adjamé ces soi-disant étrangers. Alors, quand c'est ce même Bédié qui reproche aujourd'hui à Gbagbo de pratiquer à son tour ses propres recettes, il prend vraiment les gens pour des demeurés ou des amnésiques.

L E U R S O C I E T E

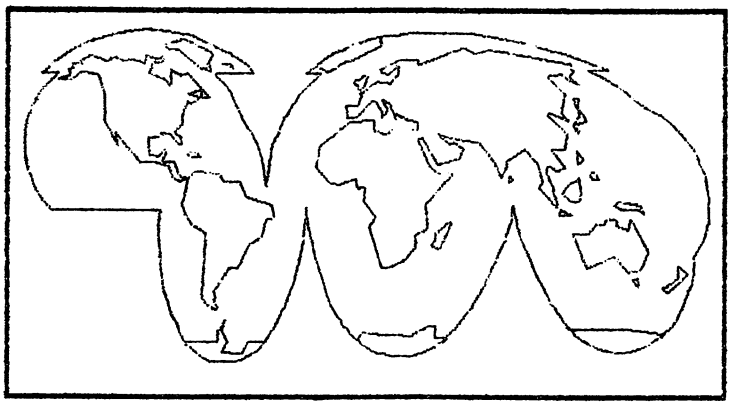
FORCES DE L'ORDRE : DES BANDITS EN UNIFORMES

Il y a quelques semaines l'ancien footballeur célèbre, Laurent Pokou, a été tabassé et même défiguré par des policiers à un barrage de contrôle. Les médias en ont parlé et certains ont déploré cette violence policière à son encontre, d'autant plus qu'il n'avait commis aucun acte répréhensible. Mais des « faits divers » de ce genre sont monnaies courantes à Abidjan. Mais comme les victimes sont des petites gens, les média n'en font que peu de cas. Récemment à Abobo, à la suite d'une simple altercation entre gendarmes et apprentis Gbaka, un gendarme a ouvert le feu tuant du même coup une petite fille et blessant un homme. Il y a des rackets à tous les coins de rue. Les policiers tuent parfois un chauffeur de Gbaka pour quelques centaines de francs Cfa.

Les hommes en treillis savent qu'ils ne courent presque aucun risque de punition lorsque leur victime est un pauvre. Ce sont les mêmes que le gouvernement avait envoyé réprimer violement ceux qui manifestaient tout dernièrement contre la flambée des prix. Il y a eu deux morts et plusieurs blessés par balles.

Il n'y a que les dirigeants politiques qui disent et qui font croire que ces gens armés sont là pour protéger la population contre les bandits. Mais à part leur tenu il est difficile de les distinguer des bandits.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MAERSK : UNE ENTREPRISE TRES RICHE AVEC DES CONDITIONS DE TRAVAIL DEPLORABLES

Maersk est une grande entreprise située en zone portuaire de Vridi. Elle opère dans le transport maritime et le transit des marchandises. Elle est numéro 1 mondial en matière de conteneurs. Tout le monde se souvient encore que c'est cette entreprise qui a fait accoster au port d'Abidjan le plus gros bateau qu'il n'ait jamais accueilli depuis sa construction. Un bateau d'une capacité de 3000 conteneurs. Maersk possède plusieurs parcs à conteneurs au niveau du port. Elle réalise par conséquent de gros bénéfices. Pourtant la situation des ouvriers qui y travaillent est peu enviable.

<u>De mauvaises conditions de travail</u>

A Vridi sud, l'un des parcs à conteneur de l'entreprise, le sol est en terre battue. Or c'est un endroit où de gros camions et de gros engins passent pour le chargement des conteneurs. Imaginez la quantité de poussière que cela peut dégager! En saison des pluies la poussière fait place à la boue qui rend le travail encore plus pénible et dangereux. Dans ces circonstances il est inacceptable qu'il n'y ait pas d'infirmerie, pas de toilettes, pas de boite de lait. Même pour obtenir de l'eau courante sur le parc, il a fallu deux jours d'arrêt de travail.

Dans toute l'entreprise, à part les employés de bureau il y a à peine une dizaine d'embauchés sur plus de deux cents dockers « fidélisés » à Maersk. Quant aux travailleurs ECO-CI, leur embauche est loin d'être à l'ordre du jour.

<u>Les attaques répétées des patrons contre les travailleurs</u>

Depuis quelques temps la Direction, non contente de ce qu'elle fait déjà subir aux travailleurs, a décidé d'aggraver leur situation. D'abord elle a commencé par s'attaquer à tous les petits « avantages » dont certains travailleurs pouvaient bénéficier. Les cartes de bus offerts par l'entreprise pour faciliter le transport de certains travailleurs ont été supprimées. Les deux heures pointés pour la compensation des boites de lait non données pour ceux qui travaillent dans le parc de Vridi sud ont été supprimées. Aujourd'hui, le pointage de ceux qui sont malades n'existe plus, etc.

Il y a quelques mois, la direction avait dressé une liste de 52 personnes à renvoyer. La raison n'est pas qu'il n'y a pas assez de travail pour tous mais plutôt le fait que la direction cherche à faire faire le travail par moins de personnel afin d'augmenter ses profits. Cette fois-ci les travailleurs ne se sont pas laissés faire. Pour s'opposer à cette décision ils ont observé trois jours d'arrêt de travail, obligeant la direction à faire marche arrière. Mais celle-ci n'a pas digéré cette résistance des travailleurs. Alors elle cherche la moindre occasion pour sanctionner. Une simple erreur d'un employé est devenu un prétexte de renvoi. Sept chauffeurs et leurs apprentis ont été renvoyés sous prétexte que leur consommation de carburant était au dessus de la moyenne. Trois autres pour de simples accrochages. Tout dernièrement, le 22 avril, un autre chauffeur a été renvoyé parce que la remorque qu'il conduisait aurait touché la clôture, mais sans faire des dégâts.

Si la direction continue de provoquer les travailleurs elle finira par faire exploser la grogne qui monte déjà parmi eux.

LE MOUVEMENT CONTRE LA VIE CHERE TOUCHE LE MALI

La vague de protestation contre la vie chère et les émeutes contre la faim qui ont déferlé sur plusieurs pays d'Afrique, avait quelque peu épargné le Mali. Les dirigeants de ce pays se félicitaient d'un soi-disant « état de grâce ». Cette situation est peut-être en train de changer car à Bamako capitale de ce pays, un vent de mécontentement, modeste pour le moment, a commencé à souffler ces derniers temps.

Le 18 avril, différentes associations ont répondu présents à une marche de protestation organisée par le «Mouvement des sans voix». Il s'agissait selon le responsable de ce mouvement, « d'attirer l'attention des autorités sur le raz le bol contre la vie chère, contre la corruption, contre le détournement impuni des fonds publics, contre l'indifférence du gouvernement face à la misère... ».

Cette marche n'était pas la première. Déjà la veille un cortège se réclamant du CRJ (Cercle de réflexion pour jeunes) dont les dirigeants se disent être « des amis du chef de l'Etat » était sorti dans la rue avant d'être dispersé par les forces de l'ordre.

Le 22 avril l'UNPR, un des partis politiques se disant actuellement « d'opposition », a manifesté à la Place de la Liberté avant de se diriger vers la primature où sa délégation a été reçue. Une banderole portait ce slogan : « Non à la flambée des prix (huile, riz, viande, etc.) ». Ce parti est dirigé par un démagogue qui a pris son bâton de pèlerin pour protester également contre « le projet de l'abolition de la peine de mort... menée par une minorité d'intellectuels qui veulent imposer leurs valeurs sociétaires au reste du monde ». Son discours était émaillé de nombreuses phrases religieuses et de références à l'islam.

Ces différentes initiatives ne rassemblent que peu de personnes et le régime de Toumani Touré ne les craint pas forcément d'autant plus que tout cela est dirigé par des « amis » ou des oppositionnels modérés, voire des religieux. Son pouvoir n'est pas menacé pour le moment.

Aujourd'hui, se nourrir est devenu très difficile dans toutes les villes du pays. A Bamako, 50 F d'huile n'assure plus la sauce d'un repas. Même un produit de base tel que le lait pour les enfants est hors de portée des bourses des familles modestes. Dans les villages éloignés la situation est encore pire puisque les commerçants, du fait qu'ils s'approvisionnent en ville, répercutent les frais de transport eux-mêmes en hausse en fonction de ceux du carburant.

Les dirigeants se contentent de déplorer la situation et dégagent leur responsabilité sous prétexte qu'il s'agit-là d'un « phénomène mondial ». Ils se refusent du même coup à prendre quelque mesure que ce soit qui pourrait porter le moindre préjudice aux gros importateurs locaux. Les grandes sociétés agro-industrielles et les réseaux de distribution qui prélèvent leurs prébendes sont tous main dans la main pour réaliser des profits, quitte à ce que, au bout de cette chaîne infernale, des peuples entiers basculent dans la famine et à la mort à petit feu.

IL Y A 40 ANS, L'ASSASSINAT DE MARTIN LUTHER KING

Le 4 avril 1968, le pasteur baptiste noir américain Martin Luther King (MLK), militant pour les droits civiques des Noirs aux Etats Unis, était assassiné à Memphis, d'une balle tirée lors d'un discours. La région du Sud des USA était marquée dans les années 1950 par la violence et la ségrégation envers les Noirs. En décembre 1955, lorsque Rosa Parks, une femme noire, est arrêtée pour avoir violé les lois ségrégationnistes de la ville de Montgomery en ne cédant pas sa place à un Blanc dans un autobus, MLK mène la campagne de boycott des bus de cette ville. Il est arrêté au cours de cette campagne qui dura plus d'un an. Sa maison est attaquée à la bombe incendiaire par des racistes liés au Ku Klux Klan, organisation terroriste qui bénéficiait du soutien officieux du FBI.

La répression et l'attitude des racistes n'ont pas réussi à étouffer le mouvement des Noirs Américains, bien au contraire. Les marches de protestation et les manifestations non violentes se sont étendues à tous les Etats du Sud. La mobilisation monta d'un cran, l'indignation et la colère se trouvant alimentées par la multiplication des actes du KKK. L'organisation de Martin Luther King, le SCLC au côté des autres formations Noir Américaines organise une grande marche sur Washington le 28 août 1963 pour les droits civiques, les emplois et la liberté. Des revendications spécifiques sont établies : fin de la ségrégation raciale dans les écoles publiques, interdiction de la discrimination dans le monde du travail, un salaire minimum de 2 $ pour tous les travailleurs sans distinction. Cette manifestation a réuni plus de 250.000 personnes de toutes les couleurs. Elle a montré à quel point l'aspiration de la population noire à en finir avec la ségrégation raciale était profonde et le mouvement contestataire en progression.

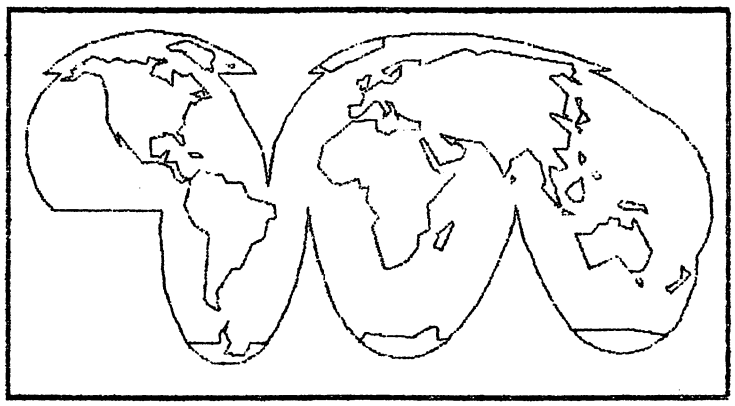
Martin Luther King avait le mérite d'incarner cette aspiration mais il la canalisait vers une voie non violente alors que la police et les bandes de racistes d'extrême droite pratiquaient le lynchage des Noirs en toute impunité. Mais si du côté des autorités politiques ces racistes ne voyaient aucune hostilité à leur égard, les choses avaient changé au sein de la population noire. En cette période de lendemain de la deuxième guerre mondiale, de nombreux soldats noirs revenus d'Europe après avoir participé à la libération des pays dominés par l'Allemagne nazie n'étaient pas prêts à accepter sans réagir les ratonnades et les humiliations racistes chez eux.

Une partie de plus en plus importante de la population commençait à regarder avec sympathie ceux parmi les militants noirs qui prônaient des actions plus radicales. Ce fut le cas par exemple des mouvements « Black Power », «Black Panthers» et d'autres groupes comme celui dont faisait partie Malcolm X. Ceux-ci n'étaient pas d'accord avec les méthodes non-violentes de MLK. Certains d'entre eux prônaient l'instauration d'un « pouvoir noir » qui serait à opposer au «pouvoir blanc». Ils ne cherchaient pas à s'adresser aux Blancs pauvres, pour transformer la société américaine à sa base c'est-à-dire détruire le capitalisme qui était la cause des injustices sociales et des oppressions. Finalement, ces mouvements, si radicaux soient-ils sur leurs méthodes, avaient les mêmes limites sociales que celui de Luther King. Ils ont néanmoins abouti à ce qu'aujourd'hui on peut voir au gouvernement des femmes

comme Condolisa Rice, des généraux comme Colin Powel à la tête de l'armée, des journalistes noirs ou métis à la télé, des acteurs et des stars noirs dans le show business, ou encore un candidat métis comme Obama pour la prochaine élection présidentielle. Mais l'ouvrier noir dans la sidérurgie ou dans l'automobile continue d'être exploité tout comme l'ouvrier blanc.

La société capitaliste américaine s'accommode fort bien de ces changements qui ne la remettent pas en cause fondamentalement. Il n'en demeure pas moins que l'égalité des droits entre tous est un atout important pour les travailleurs de ce vaste et riche pays. Cela facilite leur organisation et leur lutte pour un monde meilleur débarrassé non seulement de toute forme d'oppression, mais aussi de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est à dire du capitalisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.